



PREFET DU NORD

Secrétariat général
de la préfecture du Nord

Direction
des politiques publiques

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf. :DiPP/3 – Bicpe - NP

**Arrêté préfectoral mettant en demeure la SOCIETE de
Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT
et FILS pour son établissement situé à TOURCOING.**

Le Préfet de la région Nord - Pas-de-Calais
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Commandeur de l'ordre national du Mérite

Vu le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1 et L.511-1;

Vu les différentes décisions administratives autorisant la société Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT ET FILS à exploiter ses activités à TOURCOING 47 rue de Bradford ;

Vu la décision du 6 juillet 2004 du tribunal de commerce de Roubaix-Tourcoing instituant une période de liquidation judiciaire suite à l'arrêt définitif des activités de la société de Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT & FILS et désignant Maître Jérôme THEETEN, domicilié 58 avenue Guynemer à MARCQ EN BAROEUL, comme mandataire liquidateur ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 août 2004 imposant la transmission d'un mémoire de remise en état du site ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2004 imposant la réalisation d'études de sol et l'évaluation simplifiée des risques et des dispositions relatives à la remise en état du site ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2004 imposant la remise en état du site ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 imposant aux Etablissements JULES DE SURMONT & FILS situés à TOURCOING, 47 rue Bradford, des prescriptions complémentaires pour la surveillance des eaux souterraines;

Vu notamment l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 susvisé qui dispose qu'une étude hydrogéologique est transmise sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté et qu'une surveillance des eaux souterraines est réalisée deux fois par an et que les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées au plus tard 4 mois après leur réalisation ;

.../...

Considérant qu'au vu des courriers en date du 4 septembre 2013 et du 3 octobre 2013 du liquidateur judiciaire à l'inspection des installations classées, il ressort que ce dernier n'a pas répondu à ses obligations réglementaires, en tant que représentant du dernier exploitant, en matière de surveillance des eaux souterraines puisqu'il n'a pas transmis d'étude hydrogéologique relative à l'implantation d'un réseau de surveillance des eaux souterraines ni les résultats des campagnes d'analyses;

Considérant que ce constat constitue un manquement aux dispositions de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société de Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT & FILS de respecter les prescriptions dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

Vu le rapport en date du 11 octobre 2013, du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Nord ;

ARRETE

Article 1 – Objet

La société de Filature Anciens Etablissements JULES DE SURMONT & FILS, ayant exploité une installation de teinturerie sise 47 rue Bradford sur la commune de TOURCOING et représentée par son liquidateur judiciaire, Maître Jérôme THEETTEN, domicilié 58 avenue Guynemer 59700 MARCQ EN BAROEUL, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 17 janvier 2012 en réalisant une étude hydrogéologique et en procédant à la surveillance des eaux souterraines dans un délai **de trois mois à compter** de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues par les dispositions du code de l'environnement.

Article 3 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Lille :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211-1 et L511-1 du Code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de sa publication et de son affichage.

.../...

Article 4 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :


- maire de TOURCOING ,

-directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

En vue de l'information des tiers, un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de TOURCOING et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire .

Fait à Lille, le

22 OCT 2011

Le préfet
Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général adjoint :

Eric AZOULAY

